



**DÉCLARATION
DE MELBOURNE
POUR L'ÉGALITÉ DE GENRE**

DECLARATION DE MELBOURNE POUR L'ÉGALITÉ DE GENRE

Rééquilibrer l'écosystème au service de la redevabilité, des droits et d'un avenir égalitaire

Un monde où les États respectent, protègent et garantissent les droits humains. Un monde où les mouvements féministes et la société civile disposent des ressources, de l'espace et de la légitimité nécessaires pour demander des comptes aux États. Un monde où l'ensemble de l'écosystème de l'égalité de genre met son influence et ses moyens au service de cette dynamique.

Nous, signataires issu·e·s de l'ensemble de cet écosystème¹, nous engageons à travailler sur les obligations des États en matière de droits humains² envers toute personne et envers la planète. Ces obligations englobent sans aucun doute la fourniture de services essentiels, ainsi que le respect et le renforcement des droits à l'autonomie corporelle, à une vie exempte de violence et de discrimination et à la démocratie, sans oublier tous les autres droits humains fondamentaux consacrés par le droit, les accords et les normes internationaux.

Nous reconnaissons qu'une société civile locale et nationale dynamique et progressiste est essentielle pour demander des comptes aux États quant à leurs obligations en matière de droits humains et qu'elle constitue un canal

1 L'écosystème de l'égalité de genre désigne l'ensemble des parties prenantes, institutions, mouvements et espaces politiques qui influencent les résultats en matière d'égalité de genre. Il comprend les mouvements féministes, les organisations de défense des droits des femmes, les organisations de personnes en situation de handicap, les groupes de terrain et locaux, les gouvernements, les institutions multilatérales, les agences de développement, le secteur philanthropique, les institutions financières internationales, les ONG, la recherche, les militant·e·s, les prestataires de services, les décideurs politiques et les allié·e·s. Ces entités n'occupent pas toutes la même place dans les rapports de pouvoir, mais, collectivement, leurs décisions, leurs ressources et leur influence façonnent le champ des possibles.

2 Les droits humains sont l'ensemble des droits et libertés universels, inaliénables, indivisibles et interdépendants auxquels toute personne a droit. Ils comprennent les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, notamment le droit à la santé, à l'éducation, à l'autonomie corporelle, à la sûreté, à la sécurité, à des moyens de subsistance et à la participation citoyenne, que les États ont l'obligation de respecter, de protéger et de garantir, sans discrimination et de manière égalitaire.

indispensable permettant aux personnes de s'organiser, de porter leurs revendications et d'exiger des changements. Nous reconnaissons également l'obligation des États d'être à l'écoute de ces mouvements et de leur rendre des comptes.

Nous nous engageons à ancrer notre action dans le renforcement de cette relation entre les États et les populations, à leur demander des comptes et à contribuer à créer les conditions permettant à la justice sociale de s'épanouir. Cela commence par privilégier et financer les priorités, les savoirs, les langues et les objectifs politiques des personnes les plus touchées par les injustices et les inégalités croisées, notamment les filles, les femmes et les personnes de diverses identités de genre.



Pourquoi cette déclaration maintenant

Nous formulons cette déclaration dans un contexte de crise affectant l'ensemble des parties et des institutions qui influencent les progrès en matière d'égalité de genre. Dans de nombreux pays, les gouvernements et les décideurs politiques remettent en cause, négligent ou fragilisent les droits humains, notamment dans les domaines de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction (SDSR), de l'autonomie corporelle, des droits démocratiques et de l'espace civique. Parallèlement, les filles et les femmes sont criminalisées en raison de leur pauvreté, de leur statut social ou de comportements de survie, dans un contexte marqué par l'effondrement climatique, la perte de biodiversité, la guerre, le génocide et la montée de géopolitiques fascistes.

Les systèmes multilatéraux sont attaqués et les acteur-ric-e-s anti-droits s'en servent pour avancer leurs pions. L'essor de l'autoritarisme, du fondamentalisme et du fascisme vise à affaiblir la société civile progressiste et les mécanismes de reddition de comptes. Le système économique mondial impose des charges de dette et des politiques d'austérité, limitant parfois la capacité de certains États à investir dans les services publics, le développement et la garantie des droits, même lorsqu'il existe une volonté politique. De plus en plus, les États consacrent leurs ressources à la guerre et au militarisme plutôt qu'aux droits et aux besoins des populations. Cette période exige que nous nous unissions autour d'une stratégie à long terme pour transformer ces systèmes.



Ce qui doit changer

Nous célébrons et reconnaissons les victoires obtenues dans les domaines de l'égalité de genre, des mouvements féministes, des droits des enfants et des adolescent·e·s, de la justice climatique, de la justice des personnes handicapées, des droits liés à l'orientation sexuelle, à l'identité et à l'expression de genre et aux caractéristiques sexuelles (SOGIESC), de la justice raciale, des droits des peuples autochtones, et bien d'autres encore. Mais nous reconnaissons également que le champ plus large dans lequel s'inscrit désormais une grande partie de ce travail a été façonné par l'influence du colonialisme, du racisme et du néolibéralisme. Les organismes bailleurs de fonds, la philanthropie, les organisations non gouvernementales internationales (ONGI) et le système multilatéral ont contribué à construire et maintenir un modèle où l'on rend davantage de comptes aux personnes qui financent qu'aux populations, où la philanthropie elle-même se justifie trop rarement de ses actions devant les personnes qu'elle prétend aider, et où les ONGI se substituent trop souvent à l'État dans la prestation des services essentiels et la garantie des droits humains.

En résumé : les systèmes qui ont structuré l'écosystème de l'égalité de genre sont en crise et n'ont pas toujours profité à la majorité des adolescentes, des femmes et des personnes de diverses identités de genre. Ce contexte offre l'opportunité de les repenser totalement, en créant des alternatives décolonisées et centrées sur les personnes, qui soient fondées sur les droits humains inaliénables de toutes et tous. Cette reconstruction doit placer les mouvements féministes et la société civile locale au cœur du processus.

Nous nous engageons à :

Orienter notre travail en fonction des obligations des États et des comptes à rendre au public

Nous concentrerons notre action sur la création de conditions permettant aux États de respecter leurs responsabilités et permettant aux personnes, à la société civile et aux mouvements sociaux d'exiger que les États respectent, protègent et garantissent les droits de chacun·e et de la planète. Nous savons que cette transformation prendra du temps. Trop de personnes ne bénéficient pas, ou ne peuvent bénéficier, des services essentiels fournis par les États, soit en raison de discriminations, soit parce que les services nécessaires ne sont pas disponibles, soit parce que l'État n'a pas intérêt à servir l'ensemble de la population ou n'en a pas la volonté.

Créer les conditions pour que la voix collective et la justice sociale prospèrent

Nous veillerons à ce que la société civile locale soit suffisamment financée, protégée politiquement, connectée à l'échelle mondiale et ancrée dans son territoire. Nous veillerons à ce que les priorités, savoirs, langages et objectifs politiques des personnes les plus touchées par les injustices guident notre action. Nous affirmons que notre travail doit être façonné par les mouvements de justice sociale et les communautés dont les revendications rendent le changement possible, qu'il doit leur rendre des comptes et qu'il doit contribuer à démanteler les inégalités systémiques et les obstacles à l'accès, à contester les structures de pouvoir injustes et à défendre les droits humains de toutes et tous.

Confronter les systèmes économiques injustes qui accentuent les inégalités et affaiblissent les droits

Le système économique mondial actuel repose sur l'extraction et la concentration de la richesse, aggravant les inégalités ainsi que les dommages environnementaux et écologiques. Nous nous engageons à contester la charge de la dette, les politiques d'austérité et les règles et systèmes financiers mondiaux qui creusent les inégalités, limitent la capacité des États à fournir des services essentiels et à respecter leurs obligations en matière de droits humains, et mettent en danger le bien-être des personnes et de la planète.

Nous nous engageons à :

Transformer les institutions pour privilégier les priorités locales et l'obligation de rendre des comptes

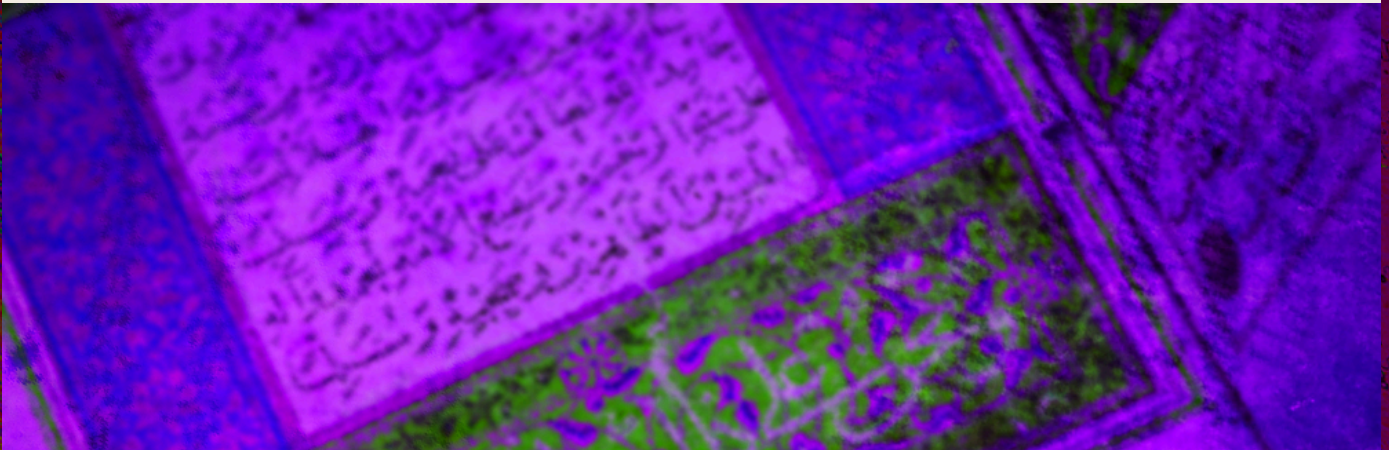
Nous remettons en question les modèles façonnés par les attentes, les priorités, les indicateurs, les livrables et les cycles de reporting des organismes bailleurs de fonds. Notre action visera à demander des comptes aux institutions nationales et multilatérales, tout en mettant l'accent sur les priorités définies localement, le leadership des mouvements et le fait de rendre des comptes aux populations, à la société civile et aux personnes les plus touchées par l'injustice.

Agir ensemble contre le militarisme et en faveur de la paix et de la justice

Nous refusons toute complicité dans la normalisation de la guerre et l'instrumentalisation des droits des filles, des femmes et des personnes de diverses identités de genre pour justifier les conflits et la violence. Nous nous opposons également à l'utilisation des masculinités militarisées pour recruter les hommes et les garçons comme instruments de guerre, créant des conditions qui nuisent profondément à l'ensemble de la population, notamment à travers l'usage de la violence sexuelle comme arme de guerre.

Ancrer notre transformation dans la solidarité et contribuer au démantèlement des systèmes d'oppression

Pendant trop longtemps, une grande partie de l'écosystème de l'égalité de genre a fonctionné selon un modèle de charité qui crée des hiérarchies dans le financement, l'établissement des priorités et la prise de décision. La solidarité, en revanche, reconnaît que nous sommes tou-te-s interdépendant-e-s. Notre action repose sur la solidarité entre mouvements et au-delà des frontières, place la majorité mondiale au centre de nos priorités, et contribue à déconstruire toutes les formes de discrimination, y compris le patriarcat, le sexisme, l'âgisme, la misogynie, le racisme, le capitalisme, l'homophobie, la transphobie, le capacitisme et le colonialisme, notamment lorsqu'ils se manifestent dans notre secteur, privent les personnes de leurs droits et portent atteinte à la justice.



acknowledging the voices of all women

Le monde que nous construisons

C'est un monde dans lequel chaque personne peut pleinement jouir de ses droits humains, y compris le droit à un environnement sain et propre, à l'autonomie corporelle, ainsi qu'à une vie à l'abri de la violence, de la discrimination et de la coercition.

Le leadership et les droits des personnes les plus touchées par l'injustice sont au cœur du système, respectés et garantis, et ces personnes peuvent participer de manière significative à toutes les décisions. Cela inclut notamment les adolescentes, les femmes et les personnes de diverses identités de genre confrontées à des formes multiples et croisées de discrimination, y compris celles qui sont en situation de handicap, autochtones, racisées, jeunes ou trans.

C'est un monde où la santé, l'éducation et d'autres services essentiels sont gratuits, de qualité, accessibles, inclusifs, équitables et adaptés, et où celles et ceux qui subissent le plus l'injustice façonnent les décisions qui affectent leur vie.

Dans ce monde, les États et les institutions multilatérales respectent leurs obligations, la société civile s'épanouit tout en restant ancrée localement et en créant des liens au-delà des frontières dans un esprit de solidarité, et les institutions de l'écosystème de l'égalité de genre contribuent à créer les conditions nécessaires à la justice, à la redevabilité et à des changements durables.

**DÉCLARATION
DE MELBOURNE
POUR L'ÉGALITÉ DE GENRE**